

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/266/Add.3

11 octobre 2001

(01-4938)

Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

## EXAMEN DE LA LÉGISLATION

Réponses de la Jamaïque aux questions complémentaires posées par les  
Communautés européennes et leurs États membres et par la Suisse

### Addendum

Par des communications datées des 1<sup>er</sup> et 5 octobre 2001, la Délégation permanente de la Jamaïque a fait parvenir au Secrétariat les réponses suivantes aux questions complémentaires posées par les Communautés européennes et leurs États membres et par la Suisse, distribuées sous les cotes IP/C/W/274/Add.1 et IP/C/W/263/Add.1 respectivement.

## COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LEURS ÉTATS MEMBRES<sup>1</sup>

### C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

#### Complément de réponse à la question n° 11:

**Veillez confirmer qu'il n'existe pas de définition juridique de l'usage aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce. Prière d'en donner une définition, s'il en existe, issue de la jurisprudence.**

L'article 16 2) dispose qu'une demande d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce indiquera que la marque est utilisée par le déposant ou avec son consentement pour les produits ou services concernés ou que le déposant a l'intention de bonne foi de faire en sorte qu'il en soit ainsi.

L'article 11 2) dispose pour sa part que les éléments de preuve concernant l'utilisation doivent se rapporter à l'utilisation antérieure à la date de dépôt. Dans la pratique, une utilisation continue pendant au moins trois ans à la Jamaïque est généralement exigée, ainsi que des éléments concernant le chiffre d'affaires et la nature de la publicité.

Enfin, l'article 2 2) de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce dispose que les références dans ladite loi à l'utilisation (ou à toute description particulière de l'utilisation) d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'un signe identique ou semblable à une marque ou

---

<sup>1</sup> Les réponses de la Jamaïque aux premières questions posées par les Communautés européennes et leurs États membres ont été distribuées sous les cotes IP/C/W/266/Add.1 et Add.2.

susceptible d'être confondu avec une marque recouvrent l'usage qui est fait de cette description de l'utilisation autrement qu'au moyen d'une représentation graphique.

D. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

**Complément de réponse à la question n° 19:**

**Veillez indiquer si la prescription concernant le "caractère ordinaire" est définie au niveau mondial ou simplement au niveau du territoire jamaïcain.**

Le "caractère ordinaire" est défini au niveau mondial et pas simplement au niveau du territoire jamaïcain.

**Complément de réponse à la question n° 20:**

**Veillez préciser comment votre législation protège le titulaire d'un dessin ou modèle contre l'importation d'articles portant ou comportant ce dessin ou modèle ou un dessin ou modèle spécial.**

Conformément à l'article 72 de la Loi sur les brevets et les dessins ou modèles, le titulaire d'un dessin ou modèle industriel enregistré peut, au même titre que le titulaire d'un brevet, engager des poursuites pour un acte correspondant à l'exploitation dudit dessin ou modèle. L'exploitation englobe l'importation d'articles comportant ce dessin ou modèle.

L'article 80 autorise à engager des poursuites pour atteinte à un droit. Le titulaire d'un dessin ou modèle peut demander:

- a) une injonction;
- b) des dommages-intérêts;
- c) un état des bénéfices;
- d) une ordonnance exigeant la remise ou la destruction de l'article portant atteinte à son droit; et
- e) une déclaration indiquant qu'il a été porté atteinte au dessin ou modèle.

Outre les mesures correctives civiles, des procédures pénales sont également prévues à l'article 111.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

**Complément de réponse aux questions n° 43, 44 et 45:**

**Veillez indiquer si les autorités jamaïcaines ont établi un projet de législation spécifique visant à mettre en œuvre ces dispositions de l'Accord sur les ADPIC et préciser, dans l'affirmative, de quelle manière.**

Il n'existe pas de législation spécifique régissant la protection des renseignements non divulgués. Celle-ci repose sur les principes de "common law" et sur des arrangements contractuels.

SUISSE<sup>2</sup>

## A. BREVETS

**Complément de réponse à la question n° 3:**

**Vous indiquez que l'article 51 exempte des dispositions relatives à la concession de licences non volontaires les produits brevetés importés de pays déterminés. Veuillez préciser quels sont ces pays et expliquer en quoi cette réglementation est conforme à l'article 4 de l'Accord sur les ADPIC.**

Ces pays n'ont pas encore été désignés. Ils figureront dans les règlements d'application de la loi. Conformément à l'article 4 de l'Accord sur les ADPIC, il s'agira:

- a) des États parties à la Convention de Paris et à l'Accord sur les ADPIC;
- b) des pays avec lesquels la Jamaïque avait signé des accords avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

## B. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

**Complément de réponse à la question n° 6:**

**Vous indiquez qu'il n'existe pas, dans votre pays, de législation régissant la protection des renseignements non divulgués. Cela signifie-t-il que les obligations énoncées à l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC sont directement applicables dans votre législation?**

Bien qu'il n'existe pas actuellement de législation spécifique régissant la protection des renseignements non divulgués, les secrets d'affaires sont protégés par les principes de "common law" et par des arrangements contractuels.

---

---

<sup>2</sup> Les réponses de la Jamaïque aux premières questions posées par la Suisse ont été distribuées sous la cote IP/C/W/266/Add.1.